

REACTIONS

No 118
HIVER 2015

Le journal des actions que vous rendez possibles

Les réfugiés
ne sont pas des chiffres,
mais des êtres humains

Plus que jamais engagés
auprès des personnes
forcées à fuir



Kunduz: L'humanitaire en danger



MEDECINS SANS FRONTIERES
ÄRZTE OHNE GRENZEN



Kunduz, Afghanistan

03/10/2015

En mémoire de nos collègues et de nos patients
morts dans les bombardements de l'hôpital MSF.

En deuil et en colère



BRUNO
JOCHUM
Directeur général
de MSF Suisse

Dans la nuit du vendredi au samedi 3 octobre 2015, l'hôpital de MSF à Kunduz, en Afghanistan a été bombardé cinq fois en l'espace d'une heure. Treize membres de notre personnel et dix patients sont morts dans des conditions effroyables, alors que le bâtiment qui abritait les soins intensifs était réduit en flamme. Sept corps supplémentaires ont été retrouvés dans les ruines de l'hôpital et restent, pour le moment, non-identifiés et 37 autres personnes ont été grièvement blessées.

Aujourd'hui, notre organisation est en deuil. Nous sommes aussi en colère car cet événement n'aurait jamais dû se produire. Cet hôpital existait depuis quatre ans et il était le seul de la région à offrir des soins chirurgicaux à ceux qui en avaient besoin. Comme dans tous les contextes de guerre, les coordonnées GPS de notre structure avaient été transmises aux parties au conflit. Selon le droit humanitaire international, notre hôpital, notre personnel et nos patients auraient dû être protégés et en aucun cas être pris pour cible.

Ce samedi 3 octobre, ce sont les fondements de l'action humanitaire qui ont été attaqués. Cet événement tragique vient malheureusement s'ajouter à la longue liste des attaques subies par nos équipes, comme au Soudan du Sud, au Yémen ou encore en Syrie... Aujourd'hui, nous disons ASSEZ et nous demandons que le statut protégé des hôpitaux en zones de guerre soit réaffirmé par les Etats et les différents groupes armés. En effet, seul le respect de nos structures et de notre personnel nous permet d'offrir des soins impartiaux aux populations qui en ont le plus besoins.

Nous nous battons pour le respect des Conventions de Genève. En tant que médecins, nous nous battons pour nos patients. Nous avons besoin de vous à nos côtés pour affirmer que même les guerres doivent obéir à des règles. ■

Bruno Jochum
Directeur général de MSF Suisse

FOCUS L'HUMANITAIRE EN DANGER

4-7

MSF VU DE L'INTÉRIEUR PLUS QUE JAMAIS ENGAGÉS AUPRÈS DES PERSONNES FORCÉES À FUIR

8-9

INFOGRAPHIE MIGRATIONS: FAITS ET CHIFFRES

10-11

CARNET DE ROUTE « CE NE SONT PAS DES CHIFFRES, MAIS DES ÊTRES HUMAINS »

12-13

DE VOUS À NOUS « J'AI DÉCIDÉ DE SOUTENIR MSF EN FAISANT UN LEGS »

14

BLOC-NOTES

15

IMPRESSUM

Editeur et rédaction: Médecins Sans Frontières Suisse – Editrice responsable: Laurence Hoenig – Rédactrice en chef: Natacha Buhler, natacha.buhler@geneva.msf.ch – Ont collaboré à ce numéro: Louise Annaud, Monika Buch, Damien Huax, Andrea Kaufmann, Eveline Meier, Giulia Scalettaris – Graphisme: Latitudesign.com – Tirage: 320 000 – Bureau de Genève: Rue de Lausanne 78, Case postale 116, 1211 Genève 21, tél. 022/849 84 84 – Bureau de Zurich: Kanzleistrasse 126, 8004 Zürich, tél. 044 / 385 94 44 – www.msf.ch – CCP: 12-100-2 – Compte bancaire: UBS SA, 1211 Genève 2, IBAN CH 180024024037606600Q

Grâce à vous, Médecins Sans Frontières Suisse agit actuellement dans plus de 20 pays.

Couverture: ©MSF

L'humanitaire en



Aujourd'hui, les 300 000 habitants de Kunduz, une ville de la taille de l'agglomération de Lausanne, n'ont plus d'hôpital où aller se faire soigner.

© Michael Goldfarb/MSF

danger

Ce samedi 3 octobre 2015, ce n'est pas seulement un hôpital qui a été attaqué, mais les fondements même de l'action humanitaire. Les conséquences pourraient être lourdes pour l'avenir.

«**L**es populations civiles ont-elles encore le droit d'être protégées et soignées en temps de guerre? Voulons-nous aujourd'hui réaffirmer les conventions de Genève et garantir un espace de travail pour les humanitaires en zones de conflit? J'adresse ces questions à tous les Etats, à tous les combattants et j'ai besoin de réponses pour continuer à envoyer mes collègues fournir des soins vitaux en Syrie, au Yémen, au Soudan du Sud ou encore en République centrafricaine.» Ces propos, Joanne Liu, la présidente internationale de MSF, les a tenus lors d'une rencontre avec la presse aux Nations Unies à Genève, quelques jours seulement après le bombardement de l'hôpital MSF en Afghanistan.

Les frappes aériennes menées par les Etats-Unis sur la structure médicale de Kunduz ont été les plus meurtrières de l'histoire de notre organisation. Nos patients sont morts brûlés vifs dans leur lit. Des médecins, des infirmiers et d'autres employés MSF ont été tués alors qu'ils étaient au chevet des patients. Nos collègues ont dû s'opérer mutuellement. Au total, 30 personnes sont mortes dans cette tragédie: dix patients dont trois enfants,

13 personnels MSF et sept personnes dont le corps reste non-identifié. Toutes les précautions nécessaires avaient pourtant été prises pour éviter cette catastrophe. Les parties au conflit avaient été informées de nos principes de neutralité et d'impartialité, qui veulent que nous soignons tout blessé ou malade indépendamment de ses convictions politiques ou religieuses. Le personnel de MSF, comme dans chacun de nos projets dans le monde, restait extrêmement vigilant à interdire les armes dans l'enceinte de l'hôpital pour que celui-ci reste un espace neutre, où chacun peut bénéficier de soins. De surcroît, les coordonnées GPS de l'hôpital avaient été transmises aux groupes armés.

Kunduz n'est donc pas seulement un drame humain. Cette attaque remet en cause les fondements même de notre travail et le cadre dans lequel nous évoluons depuis la création de l'organisation.

Attaque sur les conventions de Genève

Selon le droit international humanitaire, il est interdit d'attaquer un hôpital en zone de guerre et c'est exactement pour cette raison que nous nous attendions à être protégés.



Depuis le 3 octobre, l'hôpital de Kunduz est en ruine.
© Andrew Quilty/Oculi



Personnel MSF soignant des collègues et patients dans les heures suivant le bombardement. © MSF

Les principes de MSF

- 1. L'action médicale d'abord:** L'action de MSF est avant tout médicale. Si elle n'est pas suffisante pour assurer la survie des populations, d'autres interventions peuvent être développées comme l'approvisionnement en eau ou la construction d'abris.
- 2. Le témoignage, complément indissociable:** Dans le but d'améliorer les conditions de vie des populations, MSF se réserve le droit de parler pour ceux qui ne le peuvent pas ou que l'on n'entend pas.
- 3. Le souci d'indépendance:** Grâce à son indépendance d'esprit et financière, MSF est libre du choix de ses opérations, de leur durée et des moyens pour les mettre en œuvre.
- 4. Un principe fondateur: l'impartialité**
L'impartialité est le fondement de la mission de MSF; elle est définie par les principes de non-discrimination.
- 5. Un esprit de neutralité:** MSF ne prend pas part aux conflits armés.
- 6. Le respect de l'éthique médicale:** MSF offre des soins sans nuire et assiste toute personne en danger, avec humanité, impartialité et en respectant le secret médical.
- 7. La défense des Droits de l'Homme:** MSF respecte les libertés fondamentales de chaque individu et le droit des victimes à recevoir une assistance.
- 8. Responsabilité et transparence**
- 9. Une organisation de volontaires**
- 10. Un fonctionnement associatif**

L'action humanitaire que nous connaissons aujourd'hui est régie par les Conventions de Genève qui fixent des limites à la barbarie de la guerre et qui protègent les personnes qui ne participent pas ou plus aux hostilités. Cela comprend les civils mais aussi les combattants blessés ou emprisonnés. Ainsi, selon le droit humanitaire international, un militaire, un milicien ou un rebelle qui n'est plus en mesure de combattre, même temporairement, doit être considéré comme un civil. Ces Conventions ont été établies pour garantir qu'un peu d'humanité subsiste dans les situations les plus inhumaines.

Par extension, les Conventions stipulent que le personnel et les structures médicales doivent être protégés des combats. Ils doivent être des lieux neutres. En contrepartie les humanitaires doivent respecter les principes de neutralité, d'impartialité et l'éthique médicale.

Sur les lignes de front, le respect des Conventions de Genève font la différence entre la vie et la mort pour les populations locales et le personnel soignant. C'est pourquoi l'une des tâches prioritaires de notre personnel est de faire respecter la neutralité dans l'enceinte de l'hôpital et d'expliquer à toutes les parties au conflit nos intentions et notre approche basée sur l'éthique médicale et le droit international humanitaire. Il s'agit là de notre principal moyen d'acceptation et de protection.

Malheureusement, ces principes fondamentaux sont aujourd'hui ignorés dans certains des conflits les plus dévastateurs. Pire, les attaques sur les infrastructures et les personnels médicaux font partie intégrante de stratégies militaires plus larges visant délibérément les civils pour prendre l'avantage sur l'ennemi.

En Syrie par exemple, les hôpitaux sont régulièrement bombardés et les médecins peuvent être arrêtés pour le simple fait de soigner un blessé soupçonné d'être un opposant au régime. Au Soudan du Sud, les structures médicales sont pillées de façon récurrente, assaillies par des groupes armés qui ne respectent en aucun cas la neutralité des hôpitaux. Ces espaces censés être protégés ne le sont plus et cela impacte fortement les populations civiles qui se retrouvent sans accès à des soins médicaux. Les femmes enceintes n'ont plus d'endroit où se faire accompagner médicalement lorsqu'elles accouchent, les personnes âgées ne savent plus où recevoir le traitement de leur maladie chronique, les enfants malades n'ont personne pour les soigner. Même si elles ne sont habituellement pas comptées comme telles, toutes ces personnes abandonnées à leur sort deviennent de facto des victimes de la guerre.

Les intentions comptent

Depuis sa création, MSF a été confrontée à diverses formes de violence contre ses patients, son personnel, ses installations médicales, ses véhicules, ainsi que des violences à l'encontre des systèmes nationaux de santé en général. Mais il y a une différence substantielle entre le pillage d'une infrastructure médicale à des fins de banditisme et l'attaque de cet établissement en raison de ce qu'il représente.

Aujourd'hui MSF demande qu'une enquête indépendante et impartiale soit menée pour déterminer ce qui s'est passé à Kunduz. Nous considérons en effet que les enquêtes menées par les forces américaines, afghanes et de l'OTAN ne suffiront pas. L'organisation a appelé les 76 Etats signataires des protocoles additionnels aux Conventions de Genève

22 193

patients pris en charge à l'hôpital de Kunduz en 2014.

6000

interventions chirurgicales pratiquées en 2014.

400

blessés pris en charge pendant la semaine précédant les bombardements.



Entrée de l'hôpital de Kunduz avant sa destruction.
© Michael Goldfarb/MSF



Un jeune patient sort du bloc opératoire après avoir été opéré d'urgence pendant la nuit. © Michael Goldfarb/MSF



Qudus et sa fille de 4 ans Khal Bibi, qui s'est blessée la jambe en tombant du toit de leur maison. Le centre de traumatologie MSF de l'hôpital de Kunduz était la seule structure fournissant des soins chirurgicaux d'urgence dans tout le nord-est de l'Afghanistan. © Andrew Quilty/Oculi

à mandater la Commission d'enquête internationale humanitaire. Cette commission est composée de 15 personnalités élues à titre personnel. Ils sont diplomates, officiers militaires, médecins et universitaires spécialistes du droit international humanitaire et viennent de quatre continents. La commission est un organisme impartial et sans agenda politique dont le seul but est d'établir les faits. Même si elles sont difficiles à

déterminer, il est essentiel de connaître les raisons qui ont motivé cette attaque.

Ce que MSF demande, c'est que les Etats réaffirment leur attachement au statut protégé des hôpitaux et de leur personnel en zones de guerre, qu'ils confirment que les Conventions de Genève définissent encore l'espace de travail des humanitaires et qu'elles ne sont pas devenues obsolètes.

«Accepter l'attaque sur l'hôpital de Kunduz comme un dommage collatéral ou un non-événement, équivaudrait à donner un chèque en blanc à tous les combattants du monde entier en leur disant voilà comment le personnel médical peut être traité,» résume ainsi Joanne Liu. ■

natacha.buhler@geneva.msf.org

Il n'y a plus d'hôpital à Kunduz

Le centre de traumatologie géré par MSF à Kunduz était le seul au nord du pays à fournir des soins chirurgicaux de qualité et gratuits aux victimes d'accidents de la route et aux blessés de guerre des provinces avoisinantes.

Lors des conflits qui avaient secoué la ville durant la semaine précédant les bombardements de l'hôpital, près de 400 blessés y avaient été pris en charge.

Avant son ouverture il y a quatre ans, la plupart des blessés graves devaient être transportés à Kaboul ou au Pakistan. MSF avait réalisé des travaux de réfection et d'agrandissement de l'hôpital qui pouvait dès lors accueillir un total de 70 patients.

En 2014, les équipes médicales y avaient soigné 22 193 patients et réalisé près de 6 000 interventions chirurgicales.

Son bâtiment principal ayant été complètement détruit dans les bombardements, il n'est aujourd'hui plus fonctionnel et les 300 000 habitants de Kunduz, une ville de la taille de l'agglomération de Lausanne, n'ont plus d'hôpital où aller se faire soigner.

Plus que jamais engagés auprès des personnes forcées à fuir

Alors que le nombre de réfugiés dans le monde atteint des pics historiques, MSF réaffirme sa présence auprès des réfugiés et des déplacés, sur le continent européen mais aussi partout ailleurs.

Les activités de MSF Suisse auprès des réfugiés et des déplacés internes ont constitué près de 30% de son budget en 2014, et deux tiers des pays dans lesquels nous intervenons sont concernés. Nos équipes travaillent dans le plus grand camp de réfugiés du monde, à Dadaab au Kenya, dans lequel vivent depuis plus de vingt ans environ 330 000 Somaliens que le monde a oublié. Elles sont aussi à Nyarugusu en Tanzanie pour les 160 000 réfugiés de la RDC et du Burundi, au Cameroun, au Niger et au Tchad pour les personnes fuyant les violences du groupe Boko Haram, au Soudan du Sud, en RCA, en RDC et au Myanmar auprès des déplacés internes, en Ukraine, au Yémen, et aussi en Syrie, en Irak, au Liban.

« **L**es populations civiles sont les premières victimes des conflits en Syrie, Irak, Afghanistan et en Afrique subsaharienne. Pour échapper aux violences et aux persécutions, elles n'ont souvent d'autre choix que d'abandonner leur lieu d'origine pour chercher refuge dans des zones moins touchées par les combats, dans leur pays ou au-delà de leurs frontières. Fin 2014, 59,5 millions de personnes dans le monde avaient été contraintes de fuir, un nombre jamais atteint depuis la seconde guerre mondiale. Ces derniers mois, la presse suisse et européenne n'a cessé de parler de la « crise migratoire » et pourtant, de janvier à septembre 2015, moins de 500 000 personnes sont entrées par la mer en Europe. Aujourd'hui, plus de 85% des réfugiés mondiaux sont accueillis au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie.

MSF travaille auprès de personnes déplacées

ou réfugiées depuis sa création. « Les besoins vitaux sont universels et quelle que soit la raison du déplacement et le statut officiel d'une personne déplacée, tout Homme a le droit à une assistance. L'eau potable, la nourriture, les abris ou les articles de première nécessité peuvent être distribués en urgence par nos équipes pour répondre aux besoins vitaux des personnes affectées, » explique Hugues Robert, responsable de la cellule d'urgence de MSF Suisse.

Les conditions du départ, la dureté et la durée du trajet ainsi que les conditions de vie sur le lieu de regroupement ont une influence sur l'état de santé physique et mental des personnes déplacées. Ceux qui fuient la guerre ou les violences ont des traumatismes particuliers et donc des besoins spécifiques. Dans certaines situations extrêmes comme en



Soutien aux personnes fuyant Boko Haram dans le nord du Cameroun. © Tristan Pfund



Une famille syrienne, parmi les 1,2 million de réfugiés au Liban. © Ghazal Sotoudeh/MSF



Le camp de Nyarugusu en Tanzanie abrite plus de 160 000 réfugiés de la RDC et du Burundi. © Luca Sola

République centrafricaine en 2014, des familles ont dû se cacher parfois plusieurs mois dans la forêt pour éviter les persécutions.

Aujourd'hui, 51% des personnes qui arrivent en Europe sont originaires de Syrie. D'autres viennent d'Afghanistan ou d'Erythrée, des pays en guerre ou totalitaires. Pour la plupart, ils ont vécu un calvaire chez eux et sur la route. Ils devraient avoir le droit de demander et de recevoir l'asile et une assistance spécifique. L'instabilité des itinéraires et

les dangers du périple provoquent des drames personnels et humains quotidiens. Des opérations de recherche et de sauvetage en mer ont débuté en mai 2015 et des équipes ont été positionnées dans les Balkans. En parallèle, l'organisation a poursuivi son travail dans les principaux pays de départ, de transit et d'accueil des personnes forcées à fuir la guerre et les persécutions.

«Alors que les expériences individuelles de déplacement et de dépossession sont souvent gommées par des considérations

politiques où prédominent les questions de sécurité nationale, le rôle de MSF est aussi de dénoncer des situations humanitaires inacceptables,» explique Dr. Gustavo Fernandez, chef de projet sur les migrations. «Ce que nous disons aujourd'hui aux dirigeants des gouvernements européens, c'est que fermer les frontières ne réduit pas le nombre de personnes qui tenteront de les franchir, elles augmentent simplement les risques qu'elles encourent.» ■

louise.annaud@geneva.msf.org

Toujours plus d'obstacles pour les requérants d'asile

Fermeture des frontières, durcissement des politiques d'accueil, conditions de vie inacceptables et instabilité perpétuelle dans les camps de réfugiés, manque de financements des organisations d'aide... Partout dans le monde, le droit à l'asile et à l'assistance semblent plus que jamais remis en cause.

La Suisse n'est pas en reste: en juin 2013, la possibilité de déposer des demandes d'asile dans ses ambassades a été supprimée, entravant l'accès à la procédure pour de nombreuses personnes, en particulier pour celles qui n'ont pas les moyens de fuir leur pays.

Les personnes qui prennent le risque de partir se voient quant à elles exposées à de nouveaux dangers. En Europe notamment, en étant contraintes de recourir aux réseaux

criminels de passeurs pour franchir les murs, clôtures et barbelés qui ne cessent d'être construits aux frontières de l'Union.

MSF milite pour que les réfugiés reçoivent l'assistance à laquelle ils ont droit, peu importe le pays où ils se trouvent. En avril 2015, l'organisation s'était insurgée contre la menace du gouvernement kenyan de fermer le camp de Dadaab. Un retour forcé en Somalie aurait mis en danger des centaines de milliers de personnes.

Migrations : Faits et chiffres

59,5 MILLIONS

DE PERSONNES DANS LE MONDE SONT
DÉPLACÉES PAR DES PERSÉCUTIONS,
DES CONFLITS, DES VIOLENCES.

38,2 MIO DE DÉPLACÉS INTERNES

Personnes forcées de se déplacer d'une région à une autre dans leur propre pays

19,5 MIO DE RÉFUGIÉS

Personnes forcées à fuir et qui bénéficient d'un statut spécifique dans un pays étranger

1,8 MIO DE DEMANDEURS D'ASILE

Personnes ayant demandé le statut de réfugié

86%

des réfugiés sont
accueillis par des pays
en développement

TOP 5 DES PAYS D'ACCUEIL



RÉFUGIÉS

TURQUIE
PAKISTAN
LIBAN
IRAN
ETHIOPIE

PAYS AVEC LE PLUS DE DÉPLACÉS



DÉPLACÉS
INTERNES

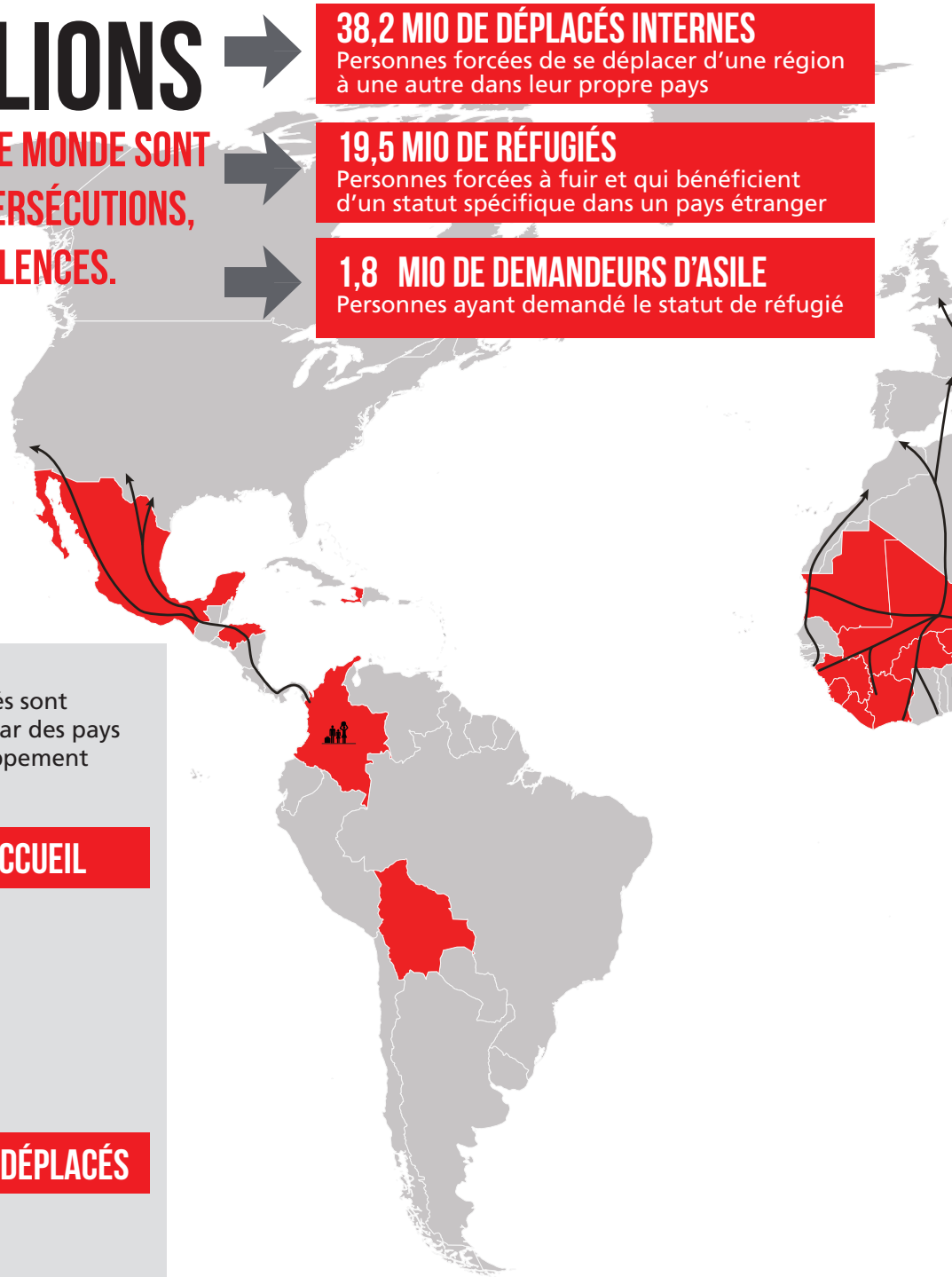
SYRIE
COLOMBIE
IRAK
SOUDAN
RDC



Pays où MSF intervient
(toutes sections
confondues)



Principaux itinéraires
des personnes
déplacées



AU 16 SEPTEMBRE 2015

411 600

personnes étaient arrivées
en Europe par la mer



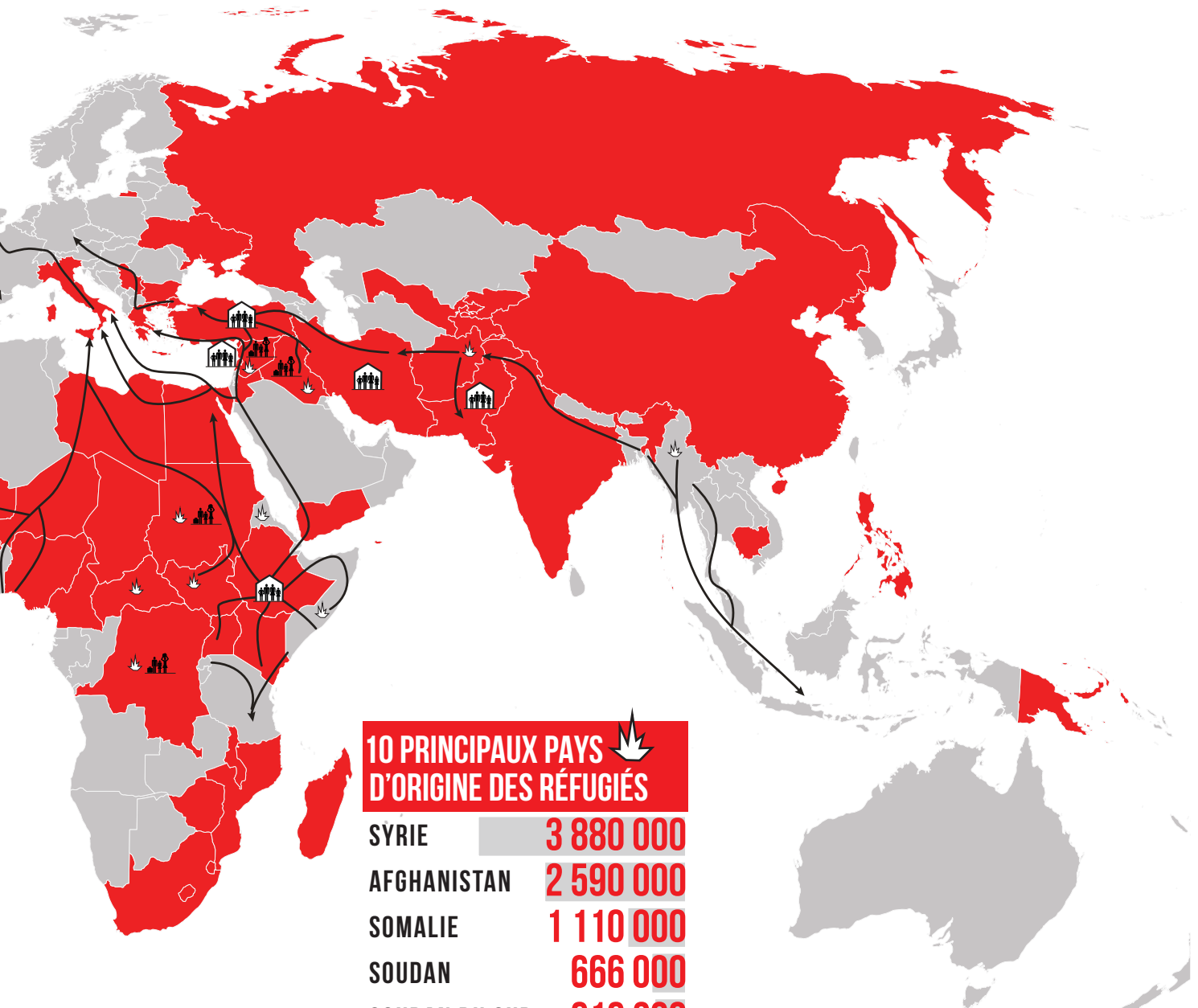
5 000

personnes avaient péri
en Méditerranée



16 000

personnes ont été recueillies par les
bateaux MSF en Méditerranée



**10 PRINCIPAUX PAYS
D'ORIGINE DES RÉFUGIÉS**

SYRIE	3 880 000
AFGHANISTAN	2 590 000
SOMALIE	1 110 000
SOUDAN	666 000
SOUDAN DU SUD	616 200
RDC	516 800
MYANMAR	479 000
RCA	412 000
IRAK	369 900
ERITHRÉE	363 100



51%

des réfugiés avaient
moins de 18 ans
en 2014

Ce ne sont pas des chiffres, mais des êtres humains

Lindis Hurum coordonne les activités de recherche et de sauvetage à bord du Bourbon Argos, un navire de 68 mètres spécialement conçu pour secourir jusqu'à 700 personnes à la fois.

MSF a décidé d'intervenir en mer Méditerranée lorsque l'assistance aux bateaux en détresse a été réduite et alors que l'année 2014 avait été particulièrement meurtrière, avec plus de 3 400 décès en mer. Les opérations de recherche et de sauvetage de MSF ont débuté en mai 2015. De cette date jusqu'au 3 septembre, plus de 16 100 personnes ont été secourues. La majorité d'entre elles provenaient d'Erythrée, de Somalie, de Syrie, d'Irak, du Bangladesh, du Soudan et de Gambie. Ils fuyaient des guerres, des persécutions ou des régimes oppressifs et cherchaient une vie meilleure en Europe.

Ma mission à bord du Bourbon Argos, le bateau de sauvetage de MSF, est une expérience unique qui m'a changée à jamais, une expérience différente de tout ce que j'ai pu vivre en 9 ans de missions humanitaires. La proximité avec les rescapés est bouleversante. Au milieu des eaux internationales, il est impossible de mettre de la distance entre nous et les centaines de personnes que nous sauvons. Pendant la traversée, nous sommes littéralement tous dans le même bateau, sans frontières.

«Si vous me ramenez en Libye, je me jette à la mer». L'homme devant moi se tient les bras, comme s'il voulait s'étreindre lui-même. Il parle d'une voix basse mais intense. Ses yeux expriment à la fois de la colère et de la peur. Il est vêtu de noir : un pantalon noir, un t-shirt noir. C'est tout. Ses vêtements sont mouillés par la mer et par le mazout. Je décèle des brûlures

de cigarette sur ses bras. Je lui assure que nous nous dirigeons vers l'Italie, je me présente, lui souris, j'explique ce qu'est MSF... Mais je vois bien qu'il ne me fait pas confiance. J'imagine les horreurs qu'il a dû vivre en Libye avant de monter à bord de ce rafirot en caoutchouc que nous venons de secourir et qui était en train de couler. J'ai vu ce regard et entendu ce récit tant de fois : «La Libye n'est pas un pays. C'est l'enfer. On est traité comme des animaux. J'ai pris le risque de mourir en mer car en Libye je serais mort de toute façon.» Ce n'est qu'après quelques heures que j'obtiens sa confiance et qu'il me donne son nom : «Johnson. Je viens du Nigeria.»

Les raisons pour lesquelles les milliers de gens que nous sauvons se sont retrouvés en Libye diffèrent d'une personne à l'autre, mais c'est la même raison qui les pousse aujourd'hui à prendre la mer : ils fuient la violence, la torture,



Réponse MSF à la crise migratoire



Sauvetage d'un bateau en Méditerranée avec environ 650 personnes à bord. © Francesco Zizola/NOOR



Les rescapés sont emmenés en Sicile par le Bourbon Argos. © Francesco Zizola/NOOR



Lindis Hurum, coordinatrice des activités sur le Bourbon Argos. «Pendant la traversée, nous sommes littéralement tous dans le même bateau, sans frontières.»
© Francesco Zizola/NOOR

l'esclavage, le viol, la prison. Ils fuient pour rester en vie.

A la minute où ils descendent du bateau et posent le pied sur la terre ferme, ils deviennent un numéro et sont traités comme s'ils étaient dénués de sentiments et d'esprit, privés de leur dignité et de leur humanité. Ils sont accueillis par des gens qui portent des équipements de protection comme si tous ceux qui débarquent étaient atteints de maladies infectieuses. Après de tels sauvetages en mer, il m'est impossible de les voir ou de les désigner comme des numéros, ni comme des migrants ou des réfugiés. Ce

sont tout simplement des gens, des êtres humains en trois dimensions comme vous et moi. Sur le bateau, il y a autant d'histoires que de passagers et nous découvrons chaque récit individuel petit à petit à mesure que nous progressons vers l'Italie: un voyage de 48 heures, un océan de temps pour apprendre à se connaître.

Nous offrons des soins médicaux sans jugement et nous croyons fermement qu'aucun être humain ne devrait se noyer s'il existe le moyen de l'empêcher. Nous rencontrons ceux que nous secourons avec un sourire et une poignée de

main. Nous pensons qu'il vaut mieux offrir à chacun d'entre eux au moins 48 heures d'humanité, de soins médicaux et de sécurité. Dans notre choix d'être aux côtés de ceux qui souffrent, la compassion ne mène pas simplement à l'empathie mais à la solidarité. Celle-ci implique un minimum de respect pour la vie humaine et exige de reconnaître la dignité et l'autonomie d'autrui, tout en affirmant le droit à faire des choix sur son propre destin. Enfin de compte, l'humanitaire peut se résumer à ça: créer l'espace pour se sentir pleinement humain.» ■

Témoignage de Lindis Hurum

Lettre ouverte aux dirigeants européens

Le monde affronte l'un des plus importants mouvements de population depuis la seconde guerre mondiale, le conflit en Syrie ne montre aucun signe de faiblesse, quand l'Europe continue de retenir les gens aux frontières. Parler de «migrants», de «réfugiés» ou de «demandeurs d'asile» ne reflète en rien la réalité qui pousse les personnes à s'embarquer dans de longues et périlleuses

traversées. Qu'importe leur statut légal: quand les gens ont besoin de soins médicaux, de nourriture, d'eau ou d'abri, ils doivent être aidés.

Les décisions adoptées jusqu'ici par les gouvernements européens n'ont pas permis de transformer la situation dramatique vécue par ces personnes. Certaines mesures l'ont même aggravée: barrières et empreintes digitales obligatoires ne font qu'inciter les gens à opter pour des itinéraires clandestins

toujours plus dangereux. Ils continuent de mourir en mer et à l'arrière des camions, ou sont maintenus dans des camps de fortune où ils vivent dans des conditions déplorables. Il est temps de mettre un terme à ces politiques de dissuasion, synonymes d'une tragédie qui s'étend désormais sur les plages, aux frontières, dans les gares et sur les routes d'Europe. MSF demande une alternative sûre, légale et gratuite à ceux qui n'ont d'autre choix que la clandestinité.

« J'ai décidé de soutenir MSF de façon durable en faisant un legs »

Témoignage d'une donatrice qui a couché MSF dans son testament.



« L'être humain devrait pouvoir être maître de son destin, quand ce n'est pas le cas cela me touche profondément, » explique Sarah S. qui a décidé de faire un legs à MSF. © Corentin Fohlen / Divergence

« Je connais et soutiens l'action de Médecins Sans Frontières depuis le milieu des années 80.

A cette époque, une de mes amies s'était engagée comme laborantine en Ouganda pour MSF. Je suis impressionnée par le travail et surtout l'engagement de toutes ces femmes et ces hommes qui quittent une situation confortable, pour aller aider parfois au péril de leur vie des populations en détresse.

J'aurais aimé partir sur le terrain, mais je ne suis plus en mesure de le faire. C'est pourquoi, à ma manière, j'ai décidé de soutenir l'action de MSF de façon durable en faisant un legs. Je vis seule et je n'ai pas d'enfants, je souhaite aussi

faire bénéficier à des proches l'autre partie de mes biens.

Quand je vois des enfants, des femmes ou des familles victimes de catastrophes naturelles ou de conflits armés, je ne peux pas rester insensible. L'être humain devrait pouvoir être maître de son destin, quand ce n'est pas le cas cela me touche profondément. La chose la plus précieuse selon moi, c'est la vie.

Coucher une organisation comme MSF dans mon testament prend donc tout son sens. J'aimerais par ce geste contribuer à l'action des équipes de MSF qui sur le terrain, chaque jour, sauvent des vies. »

Sarah S.

Donatrice et légatrice de MSF

Les legs et les héritages financent une part toujours plus importante du travail de MSF

Comme Sarah, après avoir inclus en priorité votre famille et vos proches dans votre testament, peut-être voudrez-vous prendre des dispositions en pensant à d'autres personnes pour qui elles seront infiniment précieuses ? En couchant Médecins Sans Frontières dans votre testament, vous marcherez main dans la main avec nos équipes et donnerez un meilleur avenir à de nombreuses personnes.

Pour nos patients, la plus grande valeur que vous pouvez offrir en héritage, c'est la vie !

Nous sommes à votre entière disposition pour toutes questions concernant votre succession, **par téléphone au 022 849 89 46 ou par email info-legs@msf.org**

HUMAN RIGHTS FILM FESTIVAL ZURICH

MSF AU HUMAN RIGHTS FILM FESTIVAL DE ZURICH

Pour la première fois en 2015, MSF participera au Human Rights Film Festival qui se déroulera à Zurich du 9 au 13 décembre dans les cinémas Riffraff et Filmpodium. Le festival met en lumière une variété de questions relatives aux droits humains dans différentes régions du monde et milieux sociaux divers. Des discussions avec des experts seront organisées après certaines projections. MSF participera au débat sur les migrations le 10 décembre après le film «On the Bride's Side».

Plus d'informations sur www.humanrightsfilmfestival.ch



UN CONCERT DE PIANO AU PROFIT DE MSF

La pianiste bernoise Silvia Harnisch vous invite au concert qu'elle donnera au profit de MSF le samedi 6 février 2016 à la maison de la culture Helferei à Zurich. Le concert commencera par plusieurs morceaux de Jean-Sébastien Bach et continuera sur une note plus moderne sur le thème «L'animal et le clavier». Elle jouera des œuvres de quatre compositeurs français: Daquin, Rameau, Ibert et Satie. Le public pourra entendre le coucou, la poule, le petit âne blanc et le chien joueur. Elle finira le concert avec la célèbre valse du petit chien de Chopin et la prédication aux oiseaux de la légende de Saint François d'Assise de Liszt. Nous nous réjouissons de vous y voir nombreux!

Lieu et date: Kulturhaus Helferei, Kirchgasse 13, Zurich – 6 février 2016 à 17h – Entrée gratuite – Dons en faveur de MSF.



DES CARTES RAAB VERLAG POUR MSF

En cette période de fête, pourquoi ne pas soutenir MSF en achetant les cartes de vœux produites spécialement par Raab Verlag au profit de l'organisation? Vous avez, de plus, la possibilité d'y faire imprimer un texte de votre choix. Pour chaque carte vendue, 40 centimes seront remis à MSF.

Commandez les cartes directement auprès de Raab Verlag sur leur site www.raabverlag.ch.

Elles sont vendues par lot de 50 et coûtent entre CHF 1,05 et 2,65 pièce.



DEVENEZ «PARTENAIRE D'URGENCE» DE MSF

Faites un don régulier en ligne sur www.msf.ch/don-regulier

- Pour eux, c'est vital
- Pour nous, c'est indispensable
- Pour vous, c'est simple et rapide.

En tant que donateurs régulier, vous êtes un membre essentiel des équipes d'urgence MSF. En 2015, 20 227 donateurs nous soutiennent par un don régulier.



VOS DONTS À MSF SONT DÉDUCTIBLES DE VOS IMPÔTS

L'ensemble des dons effectués à l'attention de MSF Suisse en 2015 sont comptabilisés et repris dans une attestation fiscale personnalisée que nous enverrons à nos donateurs courant février 2016. Cependant, seuls les dons qui arrivent effectivement sur notre compte avant le 31 décembre 2015 seront concernés. La fin de l'année étant une période particulièrement chargée pour la Poste et les différentes banques, il se peut que votre transfert prenne plusieurs jours. Afin d'éviter toute mauvaise surprise, nous vous conseillons vivement de faire vos dons avant les fêtes de fin d'année.

Merci de votre soutien qui nous permet d'agir auprès de ceux qui en ont le plus besoin.



Thomas, 67 ans.
C'est décidé.
Je pars comme chirurgien
en zone de conflit...
en faisant un legs à MSF !



☐ **OUI,** je souhaite recevoir la brochure
d'information sur les legs et héritages.

☐ **OUI,** je souhaite être recontacté(e) pour
obtenir des conseils personnalisés.

NOM: PRÉNOM:

RUE: CODE POSTAL, LIEU:

N° DE TÉLÉPHONE: E-MAIL:

Pour de plus amples renseignements, contactez notre service donateurs au 0848 88 80 80.
Médecins Sans Frontières, Rue de Lausanne 78, CP 116, 1211 Genève 21
www.msf.ch | info-legs@geneva.msf.org | CCP 12-100-2

MSF a reçu le prix Nobel de la paix en 1999